



## Qualité de l'information first !

Les élus SNJ de tous les titres détenus par le Crédit Mutuel (Le Dauphiné Libéré, L'Alsace, Le Républicain Lorrain, Le Progrès, Vosges Matin, Le Bien Public, Le Journal de Saône-et-Loire, Les Dernières Nouvelles d'Alsace, L'Est Républicain) se sont réunis les 11 et 12 décembre à Besançon pour discuter de l'actualité économique, sociale et syndicale dans leurs journaux.

Les négociations sur la transformation industrielle dans les titres lorrains et alsaciens tout comme la réflexion sur le Digital First suscitent de vives inquiétudes et interrogations chez les journalistes. Les « gisements d'économies potentielles » espérés par Philippe Carli à travers la suppression de centres d'impression (Woippy et Mulhouse) et de 126 postes à la technique ne représentent qu'une solution à court terme pour redresser nos entreprises. C'est insuffisant pour combler l'énorme endettement que nos titres ont cumulé ces dernières années à cause de la frilosité du Crédit Mutuel à investir et à moderniser nos journaux.

La seule stratégie de développement présentée par le nouveau patron du pôle presse du Crédit Mutuel repose sur l'application du « Digital First » dans nos titres. Un concept que d'autres titres de la PQR déploient déjà : Le Télégramme de Brest, La Voix du Nord, Sud Ouest (voir absolument sur You Tube la vidéo « never seen before » du président du directoire Olivier Gerolami)... Le SNJ est convaincu que nos titres doivent accompagner cette évolution des supports et des habitudes de lecture. Mais pas à n'importe quel prix. Surtout pas au détriment de la qualité de l'information, non vérifiée, non soignée, produite par des salariés hybrides (sic) et diffusée sur des supports qui nous échappent par des équipes marketing externes.

Quel que soit le contenant, le SNJ ne transige pas sur les fondamentaux de notre métier. Il veillera au respect des cinq blocs de compétences du journalisme fixés par le registre national des certifications professionnelles : des infos collectées, vérifiées, hiérarchisées et diffusées par des journalistes.

Les contours du projet « Digital First » restent flous. Mais on peut d'ores-et-déjà dénoncer les offensives désordonnées des directions de certains de nos titres pour préparer le terrain à cette métamorphose numérique qui pourrait profondément fragiliser notre statut et rendre les journalistes corvéables à merci. Ici, elles ambitionnent d'amplifier la flexibilité du temps de travail des journalistes. Ailleurs, elles vantent la fonctionnalité de nouveaux outils sensés alléger notre travail quotidien, alors qu'il ne cesse de s'alourdir avec les progiciels mis en place par EuroInformation... Si le Crédit Mutuel attend des délégués SNJ qu'ils signent un chèque en blanc, il se trompe !

Quelles mesures, quels moyens et quelles formations Philippe Carli envisage-t-il pour garantir le bon fonctionnement de nos rédactions, la qualité et la proximité de l'information ? Les premières discussions et intentions nous laissent craindre que les directions fassent aussi l'économie du dialogue social.

Les délégués SNJ du groupe Ebra

Besançon, le 12 décembre 2017